Pour survivre, l'Europe doit être refondée sur d'autres traités garantissant droits sociaux, solidarité et démocratie.

L'Union Européenne craque de partout. Des années de traités ultralibéraux, de déni de la volonté des peuples, auxquels s'est ajoutée l'incapacité de faire face dignement à l'accueil des réfugiés, mènent à son éclatement.

Une majorité d'électeurs britanniques ont choisi d'en sortir. Un vote dominé par une réaction nationaliste et xénophobe en Angleterre, marqué par la violente campagne d'une droite extrême menée contre les réfugiés et les immigrés. Mais c'est aussi, dans une partie de l'électorat populaire, un vote de refus d'une Union Européenne qui aggrave les politiques libérales au lieu de protéger les salariés et les privés d'emploi.

Le carcan de l'Europe des traités cède sous des pressions contradictoires, vers la droite ou vers la gauche.

Hier l'Autriche a failli élire un président d'extrême-droite. Avant- hier, la volonté du peuple grec de sortir de l'austérité, exprimée aux élections et par un autre référendum, a été écrasée par un coup d'état financier des dirigeants de l'UE pour imposer par la force le modèle unique austéritaire. Bien avant, d'autres référendums, au Danemark, en Irlande, et notamment en France, où dominait le refus que l'ultralibéralisme soit inscrit dans le traité constitutionnel européen, ont été bafoués par les gouvernants qui se sont succédés ; notamment par François Hollande, qui a commencé son règne par la ratification du traité TSCG Merkel/Sarkozy, et en a fait découler toute sa politique.

Toutes ces politiques ont miné le projet d'une Europe unie.

Il n'y a pas d'autres issues qu'une refondation complète, un processus constituant pour une Europe reconstruite sur d'autres bases. Ni le retour aux replis nationalistes, ni la fuite en avant en conservant les mêmes traités, ne peuvent permettre de sortir de l'impasse. Ils impliqueraient encore plus d'austérité et encore moins de démocratie, moins d'égalité, moins de solidarité. C'est pourtant ce qu'envisagent aujourd'hui les dirigeants britanniques et européens face à la crise financière et économique qui s'annonce après ce « Brexit ».

Avec les mouvements sociaux, syndicaux, antiracistes, avec toutes les forces de la gauche et de l'écologie, en France comme en Europe, qui refusent le vieux modèle austéritaire et autoritaire qui a fait faillite, il est urgent de construire le front le plus large autour d'une alternative européenne, pour :

- Sortir des traités et refonder une Europe des peuples et des droits sociaux et écologiques ;
- Exiger la démission de la Commission européenne, qui a perdu toute légitimité, issue de négociations entre gouvernements et non de choix démocratiques.
- Refonder une Europe solidaire, protégeant tous les européens exclus des richesses du continent, et accueillant dignement ceux qui fuient les guerres et la misère, plutôt qu'un renforcement des barrières aux frontières.

Changer d'Europe, cela commence d'abord en France par l'abandon de la loi Travail, « et son monde », rejetée par le peuple français, qui fait partie des « réformes » explicitement recommandées par la Commission européenne pour aligner les standards sociaux vers le plus bas.

Il faut tourner le dos aux politiques de cette Union Européenne, pour redonner vie à l'espoir d'une autre Europe unie et démocratique.

Le 25 juin 2016.